

- **Nom**
Brun
- **Prénom**
Henri-Georges
- **Adresse**
Maison des associations 21 rue Georges Lamarque 73200 Albertville
- **Raison sociale**
Maison de l'Europe d'Albertville et de la Savoie

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Consultations citoyennes à destination des associations d'Albertville
- **Description de l'activité**
31 personnes présentes en assemblées plénières et ateliers de réflexions.
Première assemblée plénière; lecture de la charte par le responsable et présentation des consultations + choix de 2 thèmes de réflexion/personne pour les ateliers. Choix collégial de 4 thèmes sur une quinzaine écrits au tableau pour les ateliers.
Répartitions en 4 ateliers: citoyenneté européenne, politique étrangère et défense, fiscalité, environnement pendant 1 heure1/4.
Dernière assemblée plénière de restitution des ateliers d'une demi heure.
- **Date et heure**
17 septembre 2018 de 14 heures à 17 heures
- **Lieu**
Maison des associations 21 rue Georges Lamarque 73200 Albertville
- **Nombre de participants**
31

- **Catégories de publics présents**
Adultes hommes femmes appartenant surtout à des associations
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Henri-Georges Brun président de la Maison de l'Europe d'Albertville et de la Savoie et
Raymond Becouse président de l'AFAPE (acteurs franco allemands pour l'Europe)

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
4 ateliers ; CONSULTATIONS CITOYENNES
Lundi 17 septembre 2018
Organisées par la MDEAS
Lieu : maison des associations, rue Lamarque, Albertville
De 14h 00 à 17h00
Sans ordre croissant ou décroissant

1- Atelier : Fiscalité, budget et économie

Préambule :

Dans un premier échange il a été évoqué une Europe à deux vitesses dans un but plus pragmatique de faire avancer les choses plus rapidement au sein de l'UE, cette idée a été réfutée (même si l'euro est à 19 et même si 2 pays ont choisi de ne pas participer à l'espace Schengen) par le reste du groupe pour insister sur un équilibre entre les pays de l'UE.

L'idée première a été de traiter la fiscalité en prônant une lutte contre les fraudes engendrant un profit à redistribuer pour une équité fiscale et sociale dans l'UE.

Le constat est également fait que les disparités entre fiscalité et protections sociales sont des ferments pour les thèses populistes

C'est le seul point évoqué dans le temps imparti, discussions puis compte-rendu prenant l'ensemble de l'heure.

1)IDEE N°1 :

Une lutte contre les fraudes ?

Le constat est que pour la seule France :

Fraude à l'impôt : 80 milliards,

Fraude à la TVA : 30 "

Versements sociaux : 20 "

Soit un total : 130 milliards

Solutions, propositions :

---- Création d'un corps indépendant Européen, Trac'fin, chargé de traquer les fraudes et de récupérer les sommes dues pour l'ensemble des pays de l'UE. Les sommes ainsi perçues seraient, après financement de cette structure, reversées aux pays concernés ou alloué au budget de l'UE pour financer l'harmonisation sociale (cf. idée N° 4)

---- Limitations des paiements en espèces (cf. l'Allemagne) en fonction de l'importance des points de vente concernés. Par ex : tout paiement > 100€ devraient être payé autrement que par la monnaie fiduciaire.

IDEE N° 2 :

Harmonisation fiscale et sociale :

Une très grande part des inégalités provient d'une non-harmonisation des politiques fiscales et sociales

Solutions :

A) Dans un délai à définir (15 ans par exemple) faire en sorte que l'impôt sur les particuliers et les sociétés arrivent aux mêmes taux avec pour but une meilleure couverture sociales, éducatives etc... de la part des états et ce, profitant à l'ensemble des citoyens de l'UE.

.Suite à une intervention, il est évoqué l'imposition des gafas qui pose un réel problème eu égard à l'équité devant l'impôt

Propositions :

Fiscalisation spécifique pour les groupes multinationaux extra européens commune à tous les pays de l'UE sur la base de la moyenne de fiscalisation européenne. Les revenus de cette fiscalisation seraient répartis à chacun des états en fonction du CA réalisé dans chacun de ceux-ci.

Ainsi il ne deviendrait nul besoin de faire des taux attractifs (ex : Eire), le résultat serait le même pour le pays cité.

Objection : si tant est que l'on parvienne à trouver une solution pour obtenir de ces « Gafas » qu'ils se soumettent à un impôt juste en fonction de leur chiffre d'affaires en Europe.

« encore faut-il qu'il y ait possibilité de connaître les CA réalisés dans chaque pays. »

C) En ce qui concerne l'harmonisation sociale, il est proposé que pour un même travail on ait un salaire identique, des cotisations identiques, une retraite identique, des prestations sociales identiques (cf. le problème actuel des travailleurs détachés)

IDEE N°3

Que faire du montant des fraudes récupérées ?

a) Une affectation d'un pourcentage des fraudes récupérées dédiée à l'harmonisation des politiques budgétaires et sociales est privilégiée pour éviter un nivellement vers le bas en fonction des pays (pays moins riches).

b) Une utilisation des récupérations de fraudes dans le budget européen est également proposée dans le but d'une politique agricole « propre » mais aussi visant à réduire l'endettement des agriculteurs.

2- Atelier CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Information sur l'UE insuffisante et ou non lisible pour le citoyen lambda (malgré l'abondance pour les « initiés »)

Manque d'enthousiasme pour le citoyen d'aller chercher l'info sur l'UE

Lisibilité de la gouvernance ; difficultés à désigner les institutions par leurs noms (confusions entre les appellations des Conseils)

Produire une information ciblée à portée des citoyens qui ne savent pas où trouver l'info (parce qu'ils ne s'intéressent pas à l'UE) toutefois l'UE s'intéresse aux citoyens (directives européennes nombreuses, 80% des lois européennes régiraient notre activité quotidienne)

Expliquer comment fonctionne l'UE par la pédagogie et l'andragogie

Harmonisation des lois européennes

Application identique des directives européennes dans chaque pays de l'UE (latitudes des applications dans les Etats incompréhensible)

Ceci entraîne souvent les citoyens français à accuser l'UE quand cela ne va pas alors que l'État est souvent responsable, les directives ne sont pas toujours appliquées ???

Citoyenneté européenne

Donner plus d'importance à la CULTURE, permettre plus d'échanges des cultures et des identités des peuples de l'UE

Apprentissage des langues des autres pays de l'UE à l'école, bien qu'une personne propose l'apprentissage d'une langue commune, connaissance de l'autre, aller vers autrui.

Une personne ; « L'UE ne risque-t-elle pas de se refermer sur elle-même »?

La PAIX reste l'élément fondamental de l'UE mais les jeunes ne peuvent plus rêver à ce sujet. A la place on leur propose un marché économique libéral, une montée de la pauvreté, un croissance de l'immigration ce qui induit un repli sur soi même et une profonde inquiétude.

L'oubli de la notion de PAIX est un risque encouru par nos enfants et petits enfants, il est capital de l'entretenir.

Il faut créer une « ESPÉRANCE » mais laquelle ? Il faut choisir entre individualisme et solidarité.

Espérance ; intérêt commun de ce qui peut nous réunir dans notre « maison commune » (certains ne l'aiment pas,. Que peut-on réaliser en commun pour un projet d'avenir ?

ESPÉRANCE = Paix + Emploi (la destruction du mur de Berlin a été un trait d'espérance)

L'éducation des enfants et de la famille à l'Europe est fondamentale, celle-ci ne doit pas privilégier la compétition mais la coopération et le partage.

La citoyenneté européenne doit être ; solidarité et responsabilité.

L'UE n'enferme pas : jeunes d'ERASMUS+, monde du travail à l'international où les européens sont reconnus, rencontres des sportifs à tous les niveaux (aux sommets des cols les cyclos de toute l'Europe se congratulent et se reconnaissent)

Importance de l'EURO, carte de sécurité sociale européenne, permis de conduire européen, passeports, carte d'identité européenne, carte PMR européenne etc... tout ceci permet des échanges entre les identités des pays européens « unis dans la diversité »

La montée des populismes en Europe fait peur aux citoyens. Cette peur est aussi engendrée par l'immigration, les problèmes de santé, la violence, les différences, les travailleurs détachés (problèmes de manque d'harmonisation fiscale et sociale)

Protection de la citoyenneté européenne par l'emploi et la création d'une défense européenne.

Éthique ; des élites européennes, les élus doivent donner l'exemple contrairement à José Manuel Barroso (après son mandat de président de la Commission)

DÉFI : la société civile doit développer la citoyenneté européenne en trouvant un intérêt commun à être en UE.

3- ATELIER « ENVIRONNEMENT »

a) Lutte contre la pollution chimique par le glyphosate
Traitement du vignoble qui entraîne le développement de maladies

Nuisance du plastique (emballage)

=== aller vers une politique santé préventive

=== s'opposer aux lobbies (Bayer-Monsanto) par

le rôle du parlement

=== diminuer les emballages (consignes)

b) Développer davantage la transition énergétique

Augmentation du niveau des mers qui peut provoquer une
immigration climatique

Obsolescence programmée qui favorise toujours plus de
consommation

=== diminuer activement au niveau mondial les gaz à effet de
serre

=== accélérer le chauffage solaire (projet européen)

=== transformation des déchets en biogaz (méthanisation)

ex : abbaye de Tamié et coop de Beaufort

=== multiplier les citernes de récupération d'eau

=== développer les retenues collinaires pour les agriculteurs

=== harmonisation des règles de pêche

=== mutualisation du matériel agricole (CUMA) en montagne et en

Plaine

=== consommation de proximité.

c) Informer et Eduquer

=== éducation des enfants au TRI

=== création d'une chaîne TV Européenne d'information

-Divers sujets : écologie, financements,
pédagogie sur le fonctionnement de l' Union Européenne,
meilleure connaissance des projets Européens.

4- Atelier « politique étrangère – migrations – défense »

1. Politique étrangère

La politique étrangère européenne doit-elle être étendue et renforcée ?

Réponse : oui.

• Il faut une politique d'alliances.

• Les décisions, dans ce domaine, doivent être prises à la majorité.

• Mais c'est difficile à 27. Que les Etats qui sont d'accord commencent par se
coordonner entre eux.

• Les accords commerciaux doivent comporter une clause culturelle.

• Les accords d'association doivent être conditionnés au respect des droits de l'homme
et de la démocratie.

• Une demande que l'accord d'association UE-Israël soit dénoncé.

• La coopération culturelle doit être développée quels que soient les régimes des pays
partenaires.

• Au contraire, la participation aux épreuves sportives doit tenir compte du respect des
droits de l'homme.

2. Migrations

Avis contraires :

- l'aide au développement ne doit pas comprendre de clause relative à l'émigration du
pays bénéficiaire ;

- l'aide au développement doit aider à limiter l'émigration.

Synthèse : adopter une démarche pragmatique, qui aide les gens à rester dans leur pays

sans leur interdire d'en sortir.

Il faut s'assurer que l'aide au développement bénéficie aux populations et non aux dirigeants.

Avis contraires :

- distinguer demandeurs d'asile et migrants économiques ;
- ne pas faire de distinction entre migrants.

Accueil :

- l'UE doit imposer aux pays membres d'accueillir des migrants selon des quotas ;
- l'UE doit aider davantage les pays d'arrivée : Grèce, Italie, Espagne ;
- il faut répondre positivement aux situations d'urgence ;
- mais il faut aussi anticiper les migrations futures, climatiques notamment, et donc planifier leur accueil ;
- toutefois risque de créer ainsi un « appel ».

Organisation de l'accueil :

- abroger les accords de Dublin ;
- conserver la convention de Schengen ;
- clarifier les niveaux de responsabilité : UE – Etats – régions – départements – communes ;
- l'UE doit prendre en charge des programmes d'intégration à destination des migrants et des populations d'accueil.

3.Défense

Plusieurs demandes que les pays de l'UE membres de l'OTAN en sortent.

Souhait minoritaire que soit développée une défense européenne.

Au contraire, position pacifiste : l'UE ne doit pas s'occuper de défense.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Pas de problèmes particuliers, sommes en attente des résultats au niveau européen de ces consultations
- **Pistes de proposition formulées**
voir les ateliers précédents

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
Ces consultations ont été très bien vécues par les participants d'horizons politiques diverses, des rencontres de ce genre doivent se répéter.